



Cahier des clauses administratives particulières - CCAP

Objet	<u>Prestation de gardiennage et de télésurveillance du centre archéologique Saint-Cyr en Val</u>
-------	---

Table des matières

ARTICLE 1. OBJET ET ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 2. duree du marche	3
ARTICLE 3. PERSONNES CHARGEES DE LA CONDUITE DES PRESTATIONS	3
ARTICLE 4. definition de la mission	3
ARTICLE 5. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	4
article 6. PRIX-MONTANT	4
article 7. MODALITES DE REGLEMENT	5
article 8. ORGANISATION DU TRAVAIL	7
ARTICLE 9. DEFINITION DE LA QUALITE DE SERVICE	7
article 10. operations de verifications	8
article 11. PROTECTION DE LA MAIN D'œuvre ET CONDITIONS DE TRAVAIL.....	9
ARTICLE 12. obligation administratives generales du titulaire	10
ARTICLE 13. TRANSFERT D'ACTIVITE	11
ARTICLE 14. CLAUSE SOCIALE	11
article 15. PENALITES	12
article 16. Pénalité relative au travail dissimulé.....	13
ARTICLE 17. DEVELOPPEMENT DURABLE.....	13
article 18. SOUS-TRAITANCE	13
article 19. declarations.....	14
article 20. prestations similaires.....	14
article 21. CESSION ET NANTISSEMENT DE CREANCE	14
article 22. RESILIATION	14
ARTICLE 23. LITIGES	15
article 24. Derogations	15

ARTICLE 1. OBJET ET ALLOTISSEMENT

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'exécution de prestations de gardiennage et de télésurveillance assurée par un rondier non cynophile sur le centre archéologique de Saint-Cyr-en-Val.

1.2 Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti car l'objet des prestations à réaliser ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

ARTICLE 2. DUREE DU MARCHE

La durée du marché figure à l'acte d'engagement.

ARTICLE 3. PERSONNES CHARGEES DE LA CONDUITE DES PRESTATIONS

3.1 Pour la personne publique

La prestation est pilotée par la direction Centre Ile-de-France.

3.2 Pour le titulaire

Le titulaire nomme un chef de projet, qui est l'interlocuteur principal de l'Inrap et est le responsable de la bonne conduite des prestations vis-à-vis de l'Inrap.

En complément aux articles 3.3 et 3.4 du CCAG-FCS, les représentants de l'Inrap et du titulaire devront être proposés dans les 15 jours suivants la notification.

ARTICLE 4. DEFINITION DE LA MISSION

Le contenu, les modalités et les lieux d'exécution des prestations sont précisés dans le cahier des clauses techniques particulières.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Un bon de commande sera émis chaque année pour l'année en cours.

Les bons de commande mentionnent obligatoirement :

- le nom du titulaire ;
- le numéro et la date du bon de commande ;
- le numéro d'EJ ;
- le numéro du marché auquel se rattache la commande (n° de référence CHORUS du marché) ;
- la désignation et la quantité des prestations commandées en référence à l'annexe financière ;
- les modalités de règlement ;
- le montant HT et TTC en référence à l'annexe financière ;
- le délai d'exécution du bon de commande ;
- l'adresse de facturation et l'adresse d'envoi des factures.

Les bons de commande sont signés par le représentant du pouvoir adjudicateur ou, en cas d'empêchement, par toute personne ayant reçu délégation de signature à cet effet.

Les bons de commande peuvent être envoyés par tous les moyens de communication (courrier, mail...).

Si la durée d'exécution figurant sur le bon de commande est supérieure à 3 mois, le bon de commande pourra prévoir un fractionnement des paiements.

Ce fractionnement devra figurer sur le bon de commande.

ARTICLE 6. PRIX-MONTANT

6.1 Montant

Le montant du marché est spécifié dans l'acte d'engagement.

6.2 Forme et contenu des prix

Les prix, forfaitaires pour chaque type de prestations figurent à l'annexe financière du titulaire.

Les prix sont réputés :

- Inclure toutes les dépenses nécessaires à la parfaite exécution de la prestation, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices ;
- Tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations normalement prévisibles dans les conditions prévues au présent marché, y compris les frais de transport, d'hébergement du titulaire. Aucun frais supplémentaire ne sera pris en compte, tant pour le gardiennage que pour la télésurveillance ;

- Établis aux conditions économiques du mois précédent la remise des offres, mois M0 soit le mois de Février 2025 ;
- Affectés des remises supplémentaires éventuellement consenties sur le BPU initial au titre du présent marché ;
- Hors TVA et hors taxe CNAPS ;
- Fermes pendant toute la durée du marché.

La TVA et la taxe CNAPS sont ajoutés sur la facture.

6.3 Prestations sur devis

En cas de services non prévus au BPU , le titulaire transmet après demande de l'Inrap, un devis. Le prix nouveau est rendu contractuel après acceptation de l'Inrap et intégré si nécessaire au BPU sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant au présent marché.

A cette fin, le titulaire fournit à l'acheteur public, une mise à jour complète au BPU concerné par la modification. Le BPU modifié devra être daté, signé et tamponné par le titulaire puis validé par l'Inrap pour se substituer à la version initiale.

ARTICLE 7. MODALITES DE REGLEMENT

7.1 Modalités générales des facturations

Le montant de la facture est égal au 1/12ème du forfait global annuel. Un bon de commande sera émis chaque année pour l'année en cours et la facturation sera faite mensuellement par le titulaire. En cas de non-réalisation de la totalité d'un mois, le montant payé sera calculé au prorata des jours réalisés.

7.2 Remise des factures

Les factures devront être transmises par voie dématérialisée exclusivement via le portail de facturation Chorus Pro (<https://chorus.pro.gouv.fr>).

Lors du dépôt sur le portail Chorus il faudra **obligatoirement** préciser le n° d'EJ et le nom du service qui seront portés en haut et à droite de tous les bons de commande INRAP.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l'Inrap peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Les factures portent a minima les mentions suivantes :

- le numéro du marché :

- la raison ou dénomination sociale et adresse complète du Titulaire ou, du mandataire, en cas de groupement momentané d'opérateurs économiques ;
 - l'adresse de facturation si différente de celle du lieu d'établissement du Titulaire ou du mandataire en cas de groupement momentané d'opérateurs économiques ou de livraison ;
 - le numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés et numéro SIRET ;
 - la date d'établissement et le numéro de la facture ;
 - la nature des prestations facturées ;
 - la date d'exécution des prestations ;
 - le lieu de livraison ou d'exécution des prestations ;
 - le montant total HT, le taux de TVA applicable et son montant et la taxe CNAPS ;
 - le montant total TTC ;
-
- le type de compte, bancaire ou postal et les coordonnées du compte bancaire ou postal sur lequel les sommes doivent être virées ;
 - en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, le taux de TVA applicable et son montant, leur montant total TTC ;
 - en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique, leur montant total hors taxes, le taux de TVA applicable et son montant, leur montant total TTC ;
 - le numéro de TVA intracommunautaire.

L'Inrap se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions.
Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable de l'Inrap à Paris.

7.4 Règlement

7.4.1 Conditions de paiement

Le paiement des prestations s'effectue après service fait.

Le paiement s'effectuera selon les règles de la compatibilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 et 12 du CCAG/FCS et conformément aux dispositions des articles R.2192-10 et R-2192-12 du Code de la commande publique.

7.4.2 Délai de paiement

Le règlement s'effectue dans un délai global de paiement fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture par la personne publique.

La date de réception de cette demande correspond à la notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

Le défaut de pièces justificatives, les prix non conformes au marché ou la facture non conforme à la commande ou à la livraison, suspend le délai global de paiement jusqu'à obtention de la totalité des pièces.

La personne publique se libère des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter les montants au compte indiqué dans l'annexe à l'acte d'engagement.

7.4.3 Interruption du délai de paiement

Conformément à l'article R.2197-27 du code de la commande publique, lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par l'Inrap.

Les modalités de mise en œuvre de l'interruption de paiement et du nouveau délai de paiement sont celles prévues aux articles R.2192-28 et R.2192-29 du code de la commande publique.

7.4.4 Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité par le titulaire du marché, à compter du jour d'expiration du délai, au bénéfice d'intérêts moratoires.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

7.4.5 Avance, retenue de garantie et acomptes

Sans objet

ARTICLE 8. ORGANISATION DU TRAVAIL

Les effectifs et les horaires effectués par le personnel affecté au marché pour le compte du titulaire, sont contrôlés par la DIR CIF et vérifiés au moyen des mains courantes sur lesquelles les agents du titulaire ont, préalablement à tout début de prestations, émargé en y inscrivant lisiblement la date, leur nom et prénom, heure d'arrivée et de départ. Tout manquement à cette disposition entraînera l'application de pénalités.

ARTICLE 9. DEFINITION DE LA QUALITE DE SERVICE

Le titulaire reconnaît comme essentiel, au titre du marché, de garantir la qualité des prestations qu'il assure dans le cadre du marché.

Cette qualité résulte notamment :

- Du respect des stipulations du présent marché, et notamment du CCTP et CCAP ;
- Du respect des stipulations techniques définies dans la réponse technique du titulaire ;
- De l'application des normes.

ARTICLE 10. OPERATIONS DE VERIFICATIONS

En vue de s'assurer de la conformité des prestations réalisées aux spécifications du présent marché, l'administration réalise des opérations de vérification quantitative et des opérations de vérification qualitative, la DIR CIF désigne les personnes chargées de la représenter pour effectuer les opérations de vérification. Une prestation mal exécutée est assimilée à une prestation non exécutée.

10.1 Vérification quantitative

Le contrôle quantitatif des prestations (effectifs et horaires) est effectué par le représentant de la DIR CIF.

10.2 Vérification qualitative

Le titulaire, indépendamment du nombre d'heures exécutées par ses personnels, est astreint à une obligation de résultat dans le cadre des modalités d'exécution des prestations définies dans le CCTP.

En conséquence, un contrôle de la qualité du travail exécuté est effectué sous la forme de contrôles inopinés, par le représentant de l'administration.

Les prestations non exécutées ou mal exécutées font l'objet d'un état récapitulatif établi par l'administration sur lequel figure l'horaire du contrôle de la prestation défectueuse, la nature de la défection et les coordonnées des lieux concernés.

Une copie de ce document est notifiée le jour même au représentant du titulaire pour application des pénalités financières prévues au présent CCAP.

10.3 Effectif et moyens mis en œuvre

Le titulaire est tenu enfin d'avoir toujours tout matériel, approvisionnement, outillage, de manière à assurer la marche régulière des prestations et leur achèvement dans le délai convenu.

Le titulaire devra utiliser, pour l'exécution des prestations, une main d'œuvre qualifiée sur le plan technique ayant un comportement irréprochable vis-à-vis des personnes présentes dans les parties communes.

10.4 Consignes de sécurité

Le titulaire doit enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité, générales et particulières à l'établissement et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

10.5 Dispositions en cas d'arrêt de travail

En cas d'arrêt de travail de son personnel, notamment en raison de maladies, grèves..., le titulaire sera tenu d'assurer les prestations commandées par l'Inrap.

ARTICLE 11. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

11.1 Mesures d'hygiène, de sécurité et de prévention

Les dispositions des articles 4511-1 et suivants du code du travail sont applicables en ce qui concerne les prescriptions particulières de santé et de sécurité au travail pour les travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure. Le titulaire procède, avant le commencement des prestations, à une information sur les risques particuliers encourus et les mesures de prévention envisagées. Cette information fait l'objet d'un procès-verbal transmis à l'Inrap par le titulaire dans les quinze jours qui suivent la date d'effet de l'acte valant début d'exécution des prestations.

11.2 Liste nominative du personnel

Le titulaire doit fournir, avant tout commencement d'exécution des bons de commandes, une liste comportant le nom et le prénom des agents assurant les prestations.

Toute modification ultérieure concernant l'un des renseignements produits doit être portée, par mail immédiatement à la connaissance du représentant de la DIR CIF.

11.3 Identification du personnel

Tous les agents intervenant pour le compte du titulaire, y compris le personnel d'encadrement et les éventuels sous-traitants, doivent en permanence porter un badge personnalisé, fournis par le titulaire, indiquant leur nom, leur prénom. Aucun agent ne sera admis dans les lieux d'exécution du marché s'il n'est muni visiblement de son badge portant les indications définies ci-dessus.

Les agents de sécurité doivent être en possession du justificatif d'aptitude professionnelle (CQP ou équivalent mentionnés dans l'article ci-dessus) ainsi que la carte professionnelle délivrée par le CNAPS se rapportant à l'activité concernée.

Ces documents doivent être en cours de validité.

L'agent doit être titulaire et toujours disposer de sa carte professionnelle avec photo d'identité en cours de validité, lui permettant de justifier de sa fonction.

Ceux-ci feront l'objet de vérifications par l'Inrap pendant toute la durée de l'exécution du marché. Les photocopies des certificats de qualification du personnel sont conservées sur place et mises à disposition de l'Inrap.

11.4 Comportement du personnel du titulaire et obligation de discrétion

Le personnel du titulaire doit faire preuve à tout instant d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et du patrimoine immobilier et mobilier de l'administration du site identifié.

Le personnel du titulaire doit s'engager à ne divulguer à qui que ce soit et sous quelque forme que ce soit des informations, renseignements, documents dont il a ou aurait pu avoir connaissance dans l'exécution des prestations prévues par le présent marché.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'administration à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par l'administration au titulaire, au titre de l'article 1384 du Code Civil et de l'article 45 du CCAG FCS.

11.5 Mesures d'éviction ou de remplacement du personnel

L'Inrap peut demander l'éviction de toute personne participant à l'exécution des prestations pour défaut de tenue, défaut de probité ou mauvaise exécution des prestations. Cette mesure s'applique aux salariés du titulaire. Le délai de mise à disposition du remplaçant est de **2h00**.

11.6 Etendue des obligations prévues au présent article

Les obligations qui sont prévues au CCTP et CCAP s'appliquent aux salariés, sous-traitants, fournisseurs, intérimaires du titulaire.

Le titulaire s'engage à les leur communiquer avant le début des prestations qu'ils doivent assurer.

ARTICLE 12. OBLIGATION ADMINISTRATIVES GENERALES DU TITULAIRE

12.1 Responsabilité et Assurances

Le titulaire est responsable de l'ensemble des prestations. En aucun cas, le titulaire ne peut se retrancher derrière la défaillance ou la faute de ses préposés, de ses sous-traitants ou de ses fournisseurs pour atténuer ou supprimer sa responsabilité.

Il doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

12.2 Information et conseil

Le titulaire a une obligation permanente de conseil de la personne publique dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il s'engage à informer sans délai la personne publique ou son représentant de tout événement ou toute difficulté de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objet du présent marché.

12.3 Confidentialité

Le titulaire du marché se reconnaît tenu au secret professionnel et s'engage, ainsi qu'au nom des personnels qui travaillent dans son entreprise, à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, découvertes archéologiques, informations, études et de toute découverte scientifique dont il pourra avoir connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale à ces sujets et toute remise de document(s) à des tiers sans l'accord préalable écrit du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

Indépendamment de l'éventuel engagement de sa responsabilité pénale, le titulaire assumera, à l'égard de la personne publique, toutes conséquences de droit, en cas de divulgation des informations confidentielles par ses salariés, ses sous-traitants et leurs salariés.

Le titulaire comme la personne publique s'engagent à ne pas divulguer à des tiers les documents, les informations et les renseignements communiqués par l'autre partie à l'occasion de l'exécution du présent marché, sauf, en cas d'accord écrit donné par la personne publique et/ou par le titulaire, lorsque les informations sont tombées officiellement dans le domaine public, lorsque les informations sont indiquées par la partie qui les communique à chaque communication, comme n'étant pas confidentielles, lorsque les informations sont diffusées au public préalablement à la notification du marché ou lorsque les informations sont intégrées dans le produit.

En cas de manquement aux obligations visées aux alinéas précédents, l'administration se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

ARTICLE 13. TRANSFERT D'ACTIVITE

Le titulaire s'engage à informer sans délai la personne publique de tout transfert d'activité (cession de branche commerciale, fusion, absorption, etc...) de nature à affecter l'exécution du présent marché.

ARTICLE 14. CLAUSE SOCIALE

Conformément aux articles 6 et suivants portant "protection de la main-d'œuvre et conditions de travail" du CCAG FCS: les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

En outre, le titulaire est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Les salariés détachés, définis à l'article L. 1261-3 du code du travail, exerçant une activité professionnelle temporaire en France sont soumis aux dispositions de l'article L. 1262-4 du code du travail ainsi qu'à celles du second alinéa de l'article L. 512-1 du code de la sécurité sociale.

Ces huit conventions fondamentales de l'OIT, ratifiées par la France, sont :

- ☐ La convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C087, 1948) ;
- ☐ La convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C098, 1949) ;
- ☐ La convention sur le travail forcé (C029, 1930) ;
- ☐ La convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- ☐ La convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- ☐ La convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;
- ☐ La convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;
- ☐ La convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par l'Inrap, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'Inrap.

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de ces obligations.

Le Titulaire réalise les engagements souscrits en matière d'insertion conformément à son offre technique.

ARTICLE 15. PENALITES

Par dérogation au CCAG/FCS, les pénalités suivantes sont cumulatives et applicables sans mise en demeure préalable. Les pénalités ne sont pas assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée. Les pénalités dont le titulaire pourrait être redevable seront réglées par précompte sur les paiements à lui faire.

Le marché étant un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant par émission de bons de commande, les pénalités de retard sont applicables à chacun des délais et à chaque commande concernée.

En cas de manquement du titulaire dans l'exécution de ses obligations au titre dudit marché, il pourra être appliqué les pénalités suivantes sans mise en demeure :

- Pénalités pour retard par heure de retard constatée ou par carence : 40 € ; Les pénalités sont applicables par heure de retard et par agent. Toute heure non commencée par un agent entraîne l'application de la pénalité pour l'heure entière ;
- Non-restitution des clés/badges par constat et par jour : 300 € ; La perte de badge et/ou clefs est facturée au titulaire ainsi que le remplacement de la serrure concernée ;
- Pour chacune des mains courantes non remplies : 50 € ;
- Non-respect répété, malgré une mise en demeure, des obligations du prestataire, citées aux articles 4.2 et 4.3 du cahier des charges techniques particulières : 50 € par mesure non respectée ;

- Sous-traitance non déclarée : une pénalité égale à 10% du montant total de la commande sera appliquée ;

- Demande ou réclamation non prise en compte : Toute demande ou réclamation de l'Inrap non prise en compte par le titulaire dans un délai de 48 heures pourra donner lieu à une pénalité de 50 € par jour de retard.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée.

ARTICLE 16. PENALITE RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULE

Conformément aux dispositions de l'article L.8222-6 du code du travail, des pénalités pourront être appliquées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail.

Le montant des pénalités est égal au plus à 10% du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

Si dans le cadre du dispositif d'alerte, le titulaire n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, l'Inrap pourra soit appliquer les pénalités précitées soit rompre le marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 17. DEVELOPPEMENT DURABLE

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du présent marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du présent marché, les modifications éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

ARTICLE 18. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC. Il s'engage à fournir le DC 4 dûment complété et signé.

En sus des déclarations de sous-traitance et lettre de candidature, le Titulaire doit également fournir les mêmes attestations relatives au(x) sous-traitant(s) que celles qui lui sont demandées.

ARTICLE 19. DECLARATIONS

L'Inrap vérifie alors que le futur Titulaire répond aux conditions fixées à l'article L.2113-14 du Code ; et par ailleurs qu'il dispose ou disposera des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant, s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales.

En vue de cette vérification, le Titulaire produit l'ensemble des documents listés aux articles R. 2143-6 du Code de la commande ainsi qu'aux articles D. 8222-5 et D. 8254-2 (titulaire établi en France) ou D. 8222-7 et D. 8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire et après mise en demeure notifiée par écrit, restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D.8222-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>.

ARTICLE 20. PRESTATIONS SIMILAIRES

Conformément aux dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra recourir à un marché public négocié sans publicité préalable ni mise en concurrence avec le titulaire du présent marché. Ce marché négocié aura pour objet des prestations similaires à celles confiées au titulaire dans le marché principal.

Le montant maximum de ce marché pourra aller jusqu'au montant maximum du marché initial.

ARTICLE 21. CESSION ET NANTISSEMENT DE CREANCE

Le présent marché pourra faire l'objet de nantissement ou de cession de créances conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

ARTICLE 22. RESILIATION

La personne publique peut résilier le marché lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique ou en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 et D.8222-7 du code du travail.

Le marché est alors résilié aux torts du titulaire selon les modalités chapitre VII du CCAG/FCS.

Pendant la période comprise entre la décision de résiliation et la date d'effet de la résiliation, l'exécution des prestations devra être poursuivie par le titulaire.

ARTICLE 23. LITIGES

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, la loi française est seule applicable.

La procédure à suivre par le titulaire en cas de différend avec le pouvoir adjudicateur est celle exposée à l'article 46 du CCAG/FCS.

Le tribunal compétent est le tribunal administratif dans le ressort duquel se situe le siège de l'Inrap.

ARTICLE 24. DEROGATIONS

Par dérogation à l'article 1 du CCAG FCS, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG FCS.